



Pôle Ressources
Direction des services juridiques

Lorient, le **- 5 NOV. 2021**

Délégation de fonction et de signature à Monsieur Jean-Michel BONHOMME, 10ème Vice-Président chargé de la planification, de l'aménagement territorial, du SCoT, de l'urbanisme et du SIG

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-2, L.5211-9 et L.5211-10,

Vu la séance du Conseil communautaire en date du 16 juillet 2020 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du Président de Lorient Agglomération ;

Vu la séance du Conseil communautaire en date du 16 juillet 2020 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection des Vice-Présidents et des membres du Bureau et notamment à celle de Monsieur Jean-Michel BONHOMME en qualité de 10ème Vice-Président ;

Vu la délibération en date du 16 juillet 2020 par laquelle le Conseil communautaire a décidé de déléguer une partie de ses pouvoirs au Président de Lorient Agglomération ;

Considérant que dans un souci de bonne administration, il convient de déléguer une partie des fonctions du Président aux Vice-Présidents et aux membres du Bureau ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est consentie à Monsieur Jean-Michel BONHOMME, 10ème Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président de Lorient Agglomération, dans le domaine de la planification, de l'aménagement territorial, du SCoT, de l'urbanisme et du SIG.

ARTICLE 2 : Délégation est également consentie à Monsieur Jean-Michel BONHOMME pour signer tout acte se rapportant au domaine délégué tel que précisé à l'article 1 et notamment les courriers de réponse aux réclamations relatives aux conventions de prestations de services, de coopération et de mutualisation conclues avec les communes membres ou les partenaires extérieurs.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 29 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Jean-Michel BONHOMME est abrogé.

ARTICLE 4 : Madame la Directrice Générale des Services de Lorient Agglomération est chargée de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rennes dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le Président,



Fabrice LOHER

Certifié exécutoire compte tenu de :

- la transmission en Sous-Préfecture le
- la publication le
- la notification le
- la transcription au Recueil des Actes Administratifs le